

**RAPPORT N° 2022/2-29
Au Bureau de la Communauté
En séance du vendredi 08 Avril 2022**

OBJET

TRAVAUX D'ELARGISSEMENT DES OUVRAGES HYDRAULIQUES « GRANDE RAVINE » ET « RAVINE A JACQUES » A LA MONTAGNE (COMMUNE DE SAINT-DENIS) – AUTORISATION DE SOLLICITER LES SUBVENTIONS DE L'EUROPE AU TITRE DE L'ACTION 10.2.10 « RESILIENCE DU RESEAU ROUTIER » VOLET REACT UE POE FEDER 2014/2020

I – PREAMBULE

Dans le cadre de sa compétence en matière de « déplacements et de transports urbains » et « voirie » (création ou aménagement et entretien de la voirie d'intérêt communautaire) et de gestion des réseaux d'eau pluviale, la CINOR se doit d'assurer la sécurité des usagers.

C'est ainsi que la Communauté a lancé un marché de maîtrise d'œuvre en mars 2020 en vue des travaux d'élargissement des ouvrages hydrauliques « Grande Ravine » et « Ravine à Jacques » localisés sur le secteur de la Montagne.

Ces études menées par GETEC OCEAN INDIEN ont mis en évidence un besoin urgent de redimensionnement et de recalibrage de ces ouvrages afin de permettre une meilleure circulation des eaux superficielles de ponts visant à assurer leur protection contre tout risque de submersion et, par voie extension, la sécurité des usagers.

Ces travaux sont d'autant plus nécessaires que la réglementation en vigueur impose aux propriétaires et exploitants de s'assurer de la sûreté et de la sécurité des ouvrages hydrauliques vis-à-vis des risques naturels : inondations ou risques de submersion d'ouvrages d'arts. Cette obligation a été entérinée par la publication récemment du décret n° 2021-1902 du 29 décembre 2021 relatif à la sécurité des ouvrages hydrauliques autorisés, déclarés ou concédés.

Au vu des conclusions du maître d'œuvre, un programme de travaux a été établi et une procédure de mise en concurrence a donc été lancée le 20 juillet 2021 selon la procédure adaptée (MAPA) conformément à l'article R. 2123-1 du code de la commande publique dans le cadre d'un marché alloti comme suit, pour un montant total de travaux estimé à 607 350,00 € HT :

- Lot n° 1 : Grande Ravine
- Lot n° 2 : Ravine à Jacques

Au vu des résultats de la consultation, le marché a été attribué aux entreprises ayant présenté les offres économiquement les plus avantageuses et pour les montants suivants :

- Lot n° 1 : entreprise GTOI pour un montant de 398 557,00 € HT ;
- Lot n° 2 : entreprise SBTPC SOGEA REUNION pour un montant de 393 000,00 € HT.

Portant le montant global de l'opération à 791 557,00 € HT.

La finalité de ces travaux vise à assurer la protection des infrastructures routières et à améliorer la sécurité des personnes et des biens. A ce titre, ces derniers sont susceptibles d'émarguer au dispositif REACT-UE, action 10.2.10 « Résilience du réseau routier » intégré aux programmes opérationnels Européens (POE) / FEDER 2014/2020.

II – PLAN DE FINANCEMENT DES TRAVAUX

Conformément aux modalités liées aux demandes de subventions, il est proposé le plan de financement suivant relatif aux travaux de maintenance curative des ponts courants situés sur les voies d'intérêt communautaire sur le territoire de la CINOR pour un montant total de l'opération établi à 800 000 € HT :

| | Montant TTC | Montant HT | Union Européenne | Cinor* |
|----------------------------|--------------|--------------|------------------|-------------|
| Dépenses totales éligibles | 858 839,35 € | 791 557,00 € | 712 401,30 € | 79 155,70 € |
| Dépenses éligibles en % | | 100% | 90% | 10% |

*** + pré financement de la TVA : 67 282,35 €**

En conséquence, je vous demande de bien vouloir :

- Approuver le plan de financement relatif aux travaux d'élargissement des ouvrages hydrauliques « Grande Ravine » et « Ravine à Jacques » sur le secteur de la Montagne, au titre du volet REACT UE du PO/FEDER 2014-2020, action 10.2.10 « Résilience du réseau routier » sur la base d'un montant total de l'opération établi à 791 557,00 € HT ;
- Valider la participation financière de la CINOR à hauteur de 79 155,70 € HT pour la réalisation de ces travaux, soit 10 % du montant hors taxe du coût de l'opération.
- M'autoriser à solliciter la subvention correspondante auprès de l'Europe sur la base du plan de financement prévisionnel proposé.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**



**DECISION N° 2022/2-29
du Bureau de la Communauté
En séance du 08 Avril 2022**

OBJET

TRAVAUX D'ELARGISSEMENT DES OUVRAGES HYDRAULIQUES « GRANDE RAVINE » ET « RAVINE A JACQUES » A LA MONTAGNE (COMMUNE DE SAINT-DENIS) – AUTORISATION DE SOLLICITER LES SUBVENTIONS DE L'EUROPE AU TITRE DE L'ACTION 10.2.10 « RESILIENCE DU RESEAU ROUTIER » VOLET REACT UE POE FEDER 2014/2020

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n°2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toute décision concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2022/2-29 du Président ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE,
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver le plan de financement relatif aux travaux d'élargissement des ouvrages hydrauliques « Grande Ravine » et « Ravine à Jacques » sur le secteur de la Montagne, au titre du volet REACT UE du PO/FEDER 2014-2020, action 10.2.10 « Résilience du réseau routier » sur la base d'un montant total de l'opération établi à 791 557,00 € HT établi comme suit ;

| | Montant TTC | Montant HT | Union Européenne | Cinor* |
|----------------------------|--------------|--------------|------------------|-------------|
| Dépenses totales éligibles | 858 839,35 € | 791 557,00 € | 712 401,30 € | 79 155,70 € |
| Dépenses éligibles en % | | 100% | 90% | 10% |

*** + pré financement de la TVA : 67 282,35 €**

ARTICLE 2

De valider la participation financière de la CINOR à hauteur de 79 155,70 € HT pour la réalisation de ces travaux, soit 10 % du montant hors taxe du coût de l'opération.

ARTICLE 3

D'autoriser le Président à solliciter la subvention correspondante auprès de l'Europe sur la base du plan de financement prévisionnel proposé.

Nombre de votants : 15 (dont 2 procurations)
Suffrages exprimés : 15
Vote pour : 15
Vote contre : 00
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde

13 AVR 2022

**Le Président,
Maurice GIROMCEL**



Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20220408-BC2022-2-29-DE
Date de télétransmission : 14/04/2022
Date de réception préfecture : 14/04/2022